

est de la patinoire, je suggère aux propriétaires de ne pas se dépêcher, parce que, si M. Mulroney continue à détruire le pays comme il le fait maintenant, les édifices du Parlement pourraient être libres, parce qu'il n'y aura plus de Parlement canadien. Il n'y aura peut-être même plus de Canada. Et la Chambre des communes doit bien être assez grande pour contenir une patinoire.

● (0930)

Soit dit en passant, le premier ministre Mulroney a dit qu'il serait très content qu'il y ait une nouvelle équipe de sénateurs à Ottawa. Il a dit que la fournée actuelle n'était pas bonne et qu'il n'aimait pas les vieux bonzes de la Chambre haute.

Le sénateur Stewart: Voilà qui remet le sénateur Oliver à sa place.

Le sénateur Gigantès: Où sont le sénateur Johnson et le sénateur Teed?

Le sénateur Stewart: Ils devraient soulever une question de privilège.

Le sénateur Gigantès: Brian Mulroney les traite de vieux bonzes.

Le sénateur Molgat: Who made that declaration?

Le sénateur Gigantès: Brian Mulroney.

Mais je m'éloigne de ce que j'allais dire. Il n'y a absolument rien qui prouve qu'il soit possible d'augmenter l'épargne en modifiant la composition des recettes fiscales de façon à faire une plus large place à une taxe à la consommation, qui augmente la part des recettes gouvernementales provenant des taxes indirectes à la consommation et réduit les recettes gouvernementales provenant de l'impôt sur le revenu. Si la demande d'épargne dépasse l'offre, à l'intérieur du pays, et si les taux d'intérêt grimpent beaucoup plus haut que les taux internationaux, les étrangers vont investir au Canada dans l'espoir de rendements intéressants.

Cet argument est important. S'il y a une augmentation de l'épargne au Canada, l'offre d'argent à prêter augmentera, et sera peut-être même excédentaire. Comme je le disais quand j'ai lu mon livre, quand l'offre augmente dans n'importe quel domaine, les prix baissent. Par conséquent, nos taux d'intérêt vont baisser en deçà des taux internationaux, et les investisseurs canadiens, comme les grandes sociétés, investiront tout simplement à l'étranger parce qu'ils n'auront pas un assez bon rendement pour les fonds placés ici. C'est ainsi que fonctionnent les entreprises. Cela n'est peut-être pas très patriotique, mais ce n'est pas de patriotisme qu'il est question ici, mais bien de conservateurs. La seule patrie qu'ils connaissent, c'est celle des grandes entreprises.

Inversement, si la demande intérieure d'épargne dépasse l'offre et si les taux d'intérêt sont élevés, les fonds étrangers afflueront au Canada. Je l'ai déjà fait remarquer quand j'ai lu mon livre plus tôt. Une des merveilles de la globalisation de l'économie et du marché monétaire, c'est que si le marché monétaire s'internationalise, il est absurde d'apposer des étiquettes sur les fonds pour préciser s'ils sont d'origine canadienne ou étrangère. L'épargne au Canada, puisque nous sommes dans un petit pays, n'a vraiment rien à voir avec le montant des investissements, la formation de capital, les usines et l'équipement qui s'en viendront au Canada. Ce sont les

ressources naturelles que nous avons ici qui font venir des usines et de l'équipement.

Si nous n'avions pas conclu le marché de dupes que constitue l'Accord de libre-échange, la formation de capital serait meilleure qu'elle ne l'est actuellement au Canada. Mais nous avons jeté tous nos atouts. Nous avons donné nos ressources naturelles en échange d'un plat de lentilles. Donc, quel que soit le taux d'intérêt sur l'épargne au Canada, l'internationalisation accrue des marchés financiers limite dans les faits le coût du capital sur le marché canadien.

Mais j'en reviens au rapport que je vous ai cité plus tôt.

Enfin, l'imposition de la consommation plutôt que de l'épargne ne peut avoir au mieux qu'un effet indirect sur l'épargne. En revanche, la réduction des déficits budgétaires augmente directement l'épargne personnelle nette. Par conséquent, le principal effet positif sur l'épargne et la croissance viendra d'une réduction véritable des déficits budgétaires, soit au moyen de l'impôt sur le revenu, soit par l'adoption d'une nouvelle taxe à la consommation.

Ce que dit M. Brooks, c'est que la taxe à la consommation ne permet pas de réduire le déficit davantage que l'impôt sur le revenu. Je discuterai un peu plus tard des solutions de rechange à la TPS et je soulignerai alors, comme je l'ai déjà fait—mais je dois bien le répéter jusqu'à ce que tout le monde ait compris—que la seule façon de réduire le déficit et la dette nationale, c'est de réduire le chômage. À force de répéter, j'ai finalement réussi à le faire comprendre au Conseil économique du Canada.

Le sénateur Stewart: Les gens du Conseil économique sont assez réceptifs aux nouvelles idées.

Le sénateur Gigantès: Probablement parce qu'il n'y a pas beaucoup de gens riches là-bas. Judith Maxwell est très bien et, à ce que je sache, ce n'est pas une grande entreprise. C'est simplement une citoyenne canadienne.

On a également affirmé que l'introduction de la TPS permettrait de réduire les possibilités d'évasion fiscale. Comme nous l'avons vu plus tôt, quand j'ai présenté de l'information sur ce qui s'est passé dans les pays d'Europe qui ont adopté une forme quelconque de TPS, les évasions fiscales sont restées au même niveau. C'est simplement une illusion.

On affirme parfois qu'un changement dans la composition des recettes fiscales permettrait de réduire le montant des revenus qui échappent illégalement à l'impôt, pour un certain nombre de raisons: étant donné qu'il est possible d'abaisser le taux marginal d'impôt sur le revenu si les taxes à la consommation représentent une plus large part du fardeau fiscal, il est moins tentant de frauder le fisc; une taxe de vente d'application générale est plus facile à appliquer que l'impôt sur le revenu...

● (0940)

Le sénateur Simard va probablement se lever pour crier après moi parce qu'il aura mal compris ce que j'ai dit, puisqu'il n'écoute pas. Il perd son temps à parler au sénateur Lowell Murray. Tout le monde sait que c'est une perte de temps de parler à Lowell Murray. Il n'a rien à dire qui soit d'une quelconque utilité pour le pays. Voyez quel a été le résultat de ses diverses déclarations et, en particulier, de ses remarques désobligeantes au sujet des premiers ministres provinciaux, à